

Écrit par Bernard Comoli



Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

AYA Info - No 48

Genève, le 28 mars 2010

"AYA Info" peut être consulté sur les sites Internet :
<http://www.terrabrasilis.ch> et <http://www.humanitaire.ws>

Restructuration de la [FUNAI](#) : de nombreux candidats pour les nouveaux postes

Pour faire suite au décret présidentiel du 28 décembre 2009, portant sur la restructuration de la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), un appel à candidatures a été lancé le 12 janvier pour occuper 425 nouveaux emplois, dont 75 postes d'"auxiliaire en indigénisme", 150 postes "d'agent en indigénisme" et 200 postes "d'indigéniste spécialisé". L'organisme chargé de la sélection des candidats a reçu 110'261 réponses. Les quatre postes "d'indigéniste spécialisé" mis au concours dans le Nordeste (excepté le Maranhão), ont été les moins convoités : seulement 370 inscrits, soit 92 candidats pour une place. Mais, il y a eu 5'190 candidats pour les huit postes "d'auxiliaire en indigénisme" offerts dans les États de l'Amapá et du Pará, soit 648 candidats pour un poste. Les épreuves du concours ont eu lieu le 14 mars dans 23 localités du pays. Dans la note du 5 mars qui annonce les lieux des épreuves, et qui résume le cahier des charges de ces trois sortes d'emplois, la FUNAI rappelle aux intéressés que "*...travailler à la FUNAI est plus qu'un emploi, c'est embrasser une cause juste, une mission. Celui qui croit en cette mission doit être disposé à lutter, sans transiger, pour les droits des peuples indigènes vilipendés au long de ces 500 ans de Brésil*". La restructuration de la FUNAI a été évoquée, le 4 mars, lors de la réunion plénière de la Commission Nationale de Politique Indigéniste (CNPI). Les représentants des indigènes et des organisations indigénistes, ont adressé un document au président de la Fondation au sujet de cette restructuration. Les signataires rappellent que les indiens n'ont pas été consultés sur ce décret, ce qui constitue une violation de la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ratifiée par le Brésil. Ils demandent l'élaboration immédiate d'un calendrier pour une consultation des organisations indigènes sur les ajustements qui, selon eux, doivent être apportés à ce décret.

Pour en savoir plus (en portugais) :
http://www.cetroconcursos.com.br/concurso_selecionado.asp?id_proj=225 et
<http://www.funai.gov.br/> > Últimas Notícias > 05.03 Concurso Funai > Locais de prova,
et > 05.03 Manifestação CNPI

Le film "Dirty Paradise" consacré aux Wayana de Guyane française est primé à Genève

Le film de Daniel Schweizer "Dirty Paradise" ("Sale paradis" en français), sur les indiens Wayana de Guyane française a été présenté au Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH), qui s'est tenu à Genève du 5 au 14 mars. Il a reçu le grand prix de l'État de Genève. *"En choisissant ce film, le jury a voulu dénoncer, aux côtés des indiens Wayana, un crime écologique qui frappe très durement un peuple pacifique et démunie, en harmonie avec une nature que l'homme moderne s'acharne à détruire"*. Le 7 mars, la projection du film a été suivie d'un débat auquel ont participé, outre le cinéaste, deux représentants du peuple Wayana, un représentant de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), et le directeur de Survival France. Le film met en relief le péril mortel que constitue le mercure déversé dans le fleuve Maroni qui fait frontière avec le Suriname. "Dirty Paradise" a été primé ex æquo, avec le film "Burma VJ – Reporting from a closed country" de Anders Høgsbro Østergaard, sur le régime militaire birman, la lutte des moines et les risques mortels encourus par les journalistes. Le festival a eu lieu alors que le Conseil des droits de l'homme était réuni à Genève pour sa 13e session.

Pour en savoir plus sur le film (en français) :
<http://www.dirtyparadise.net/pages/biographie.htm> et
<http://www.fifdh.org/2010/>

Le CIR veut recourir à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme

Le Conseil Indigène de Roraima (CIR), a réalisé, du 6 au 10 mars, la 39e Assemblée générale des peuples indigènes de Roraima. La rencontre a eu lieu dans la communauté de Araçá, dans la municipalité d'Amajari, au nord de l'État de Roraima, à la frontière avec le Venezuela. Elle a réuni 700 représentants des neuf ethnies présentes dans l'État, dont les Yanomami, soit environ 50'000 indigènes. Outre les aspects institutionnels inhérents à ces réunions, ces assemblées sont l'occasion de faire le point sur les problèmes rencontrés par les différents peuples dans tous les domaines, notamment les droits à la terre, à l'éducation et à la santé. Les leaders indigènes ont rappelé la précarité de l'enseignement indigène, le manque de locaux et de matériel didactique. Les indiens se plaignent de l'incapacité des organes de surveillance à mettre un terme aux nombreuses et continues invasions des Terres Indigènes par les fazendeiros, orpailleurs et exploitants forestiers qui mettent en danger leur santé et leur cadre de vie. Ils ont demandé la démission du coordinateur régional de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) en raison de son incapacité à résoudre ces problèmes. Toujours au sujet du droit à la terre, le coordinateur du département juridique du CIR a annoncé l'intention du Conseil, et de plusieurs de ses partenaires, de recourir à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, dont le siège est à Washington (USA). Le CIR conteste la décision du Tribunal Suprême Fédéral (STF) qui a accompagné de dix-neuf

conditions la démarcation de la Terre Indigène Raposa Serra do Sol en mars 2009*. C'est sur la base de l'une de ces conditions que la Terre Indigène Anaro n'a pas encore été démarquée dans sa totalité.

*Voir [AYA Info No 37](#).

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.cir.org.br/noticias.php?id=691> et <http://www.cir.org.br/noticias.php?id=696>

La campagne de vaccination contre la grippe A(N1H1) a commencé

Au Brésil, la campagne de vaccination contre la grippe A(N1H1) a commencé le 8 mars. Elle doit se dérouler en cinq étapes jusqu'au 29 mai. La première étape du programme concerne les professionnels de la santé et les peuples indigènes, ces derniers étant considérés comme population à risque. Le 11 mars, Danilo Forte, le président de la Fondation Nationale de la Santé ([Funasa](#)), était à Boa Vista, la capitale de l'État de Roraima pour lancer la campagne nationale. Selon les responsables de la SECOYA*, les opérations de vaccination ont débuté dans les communautés indigènes de l'État d'Amazonas.

* Voir [AYA Info No 46](#).

Pour en savoir plus (en portugais) : http://www.funasa.gov.br:8080/siscanot/noticias/not_2010/not.php?cod=171 et http://www.folhabv.com.br/fbv/Noticia_Impressa.php?id=81895

La commune genevoise de Meyrin apporte un appui aux Yanomami

Le 23 mars dernier, la Commission "Aide au développement" de la Commune genevoise de Meyrin a décidé de soutenir l'association "Service et Coopération avec le peuple Yanomami" (SECOYA) dont le siège est à Manaus. Il s'agit d'appuyer le renforcement des compétences et du processus d'organisation des Yanomami de l'État d'Amazonas. L'association AYA est le répondant genevois du projet. La commune de Meyrin compte un peu plus de 24'400 habitants, dont 44 % d'étrangers de 142 nationalités différentes. Elle abrite une partie des installations du Centre Européen de Recherche Nucléaire – CERN et de l'Aéroport international de Genève - Cointrin. Depuis 1985, la commune consacre une ligne budgétaire pour la coopération au développement. En 2002, elle a porté cette aide à "au moins" 0,7% du budget communal. En fait, selon le pointage réalisé par la Fédération Genevoise de Coopération en 2005, Meyrin avait consacré, cette année-là, 0,94% de son budget, soit plus de CHF 619'000, à la solidarité internationale. En 2008, elle a défini les grandes lignes du type de coopération au développement qu'elle entend promouvoir pour la législature 2007 –

2011. Au nom de son partenaire, la SECOYA, l'association AYA tient à exprimer sa vive reconnaissance à la commune de Meyrin.

Pour en savoir plus sur la commune de Meyrin et son aide au développement (en français) :

http://www.meyrin.ch/jahia/Jahia/site/meyrin/lang/fr/aide_au_developpement

Un rapport de Survival International au CERD sur la situation des Guarani du Brésil

Le 18 mars, Survival International a publié un rapport sur la situation des Guarani du Brésil. Le document est destiné au Comité des Nations Unies pour l'Élimination de la Discrimination Raciale (CERD). Cette publication coïncide avec la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale célébrée le 21 mars. Selon l'organisation internationale, "*la situation des Guarani du sud du Brésil est l'une des plus tragiques de toutes les Amériques*". Le rapport aborde plusieurs sujets : droit à la terre, violence, malnutrition, justice et exploitation de la main-d'œuvre. Survival en appelle au CERD pour que celui-ci intervienne auprès du gouvernement brésilien afin que ce dernier finalise le programme de démarcation des terres indigènes, qu'il prenne des mesures dans le domaine de la justice et de la santé physique et mentale des Guarani.

Pour en savoir plus (en français) : <http://www.survivalfrance.org/actu/5648>

Bernard Comoli avec l'aide de Silvio Cavuscens